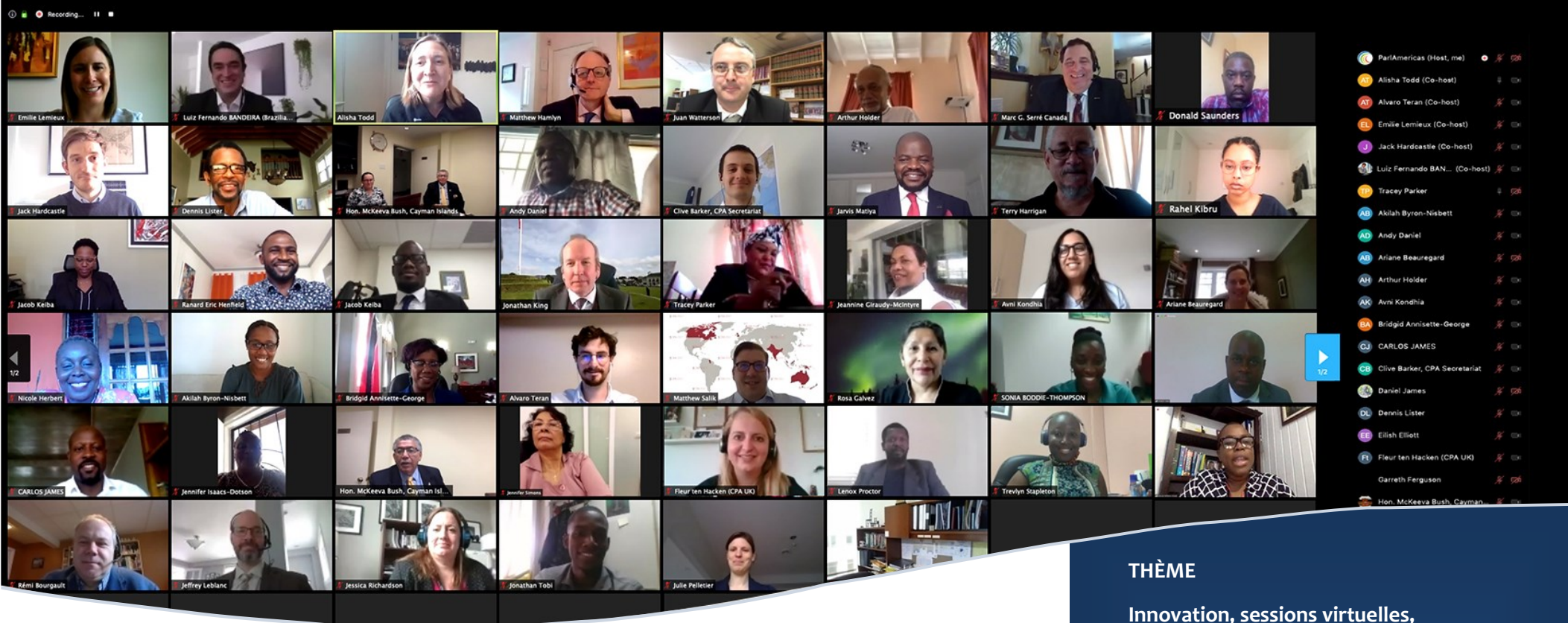




# Séances parlementaires virtuelles durant la pandémie de COVID-19

#ParlAmericasOPN #COVID19

Cette [réunion en ligne sur les séances parlementaires virtuelles durant la pandémie de COVID-19](#) destinée aux présidents parlementaires, législateurs et greffiers de parlements anglophones d'Amérique et des Caraïbes, et organisée par ParlAmericas et l'Association parlementaire du Commonwealth (CPA), a permis à des législatrices, législateurs et au personnel parlementaire d'échanger des connaissances et des expériences concernant l'emploi d'outils numériques pour maintenir les séances parlementaires tout en respectant les directives de distanciation sociale.



Visionner la réunion [ici](#)

## THÈME

Innovation, sessions virtuelles, modernisation des procédures parlementaires

## LIEU

Réunion virtuelle

## DATE

1er mai 2020

## PARTICIPANTS

Plus de 60 parlementaires et membres de personnel parlementaire de 17 pays et territoires d'outre-mer



Cette activité s'aligne avec l'ODD 16

## Résumé

La rencontre a été inaugurée par Mme **Alisha Todd**, directrice générale de ParlAmericas, et par M. **Jarvis Matiya**, secrétaire général par intérim de la CPA, qui ont fait part de la disposition des deux organisations à assister les parlements membres dans l'adaptation de leurs pratiques parlementaires afin de continuer à exercer leurs fonctions durant cette pandémie. Cette réunion a été présidée par le sénateur **Ranard Henfield** (Bahamas), vice-président du Réseau pour un parlement ouvert de ParlAmericas.

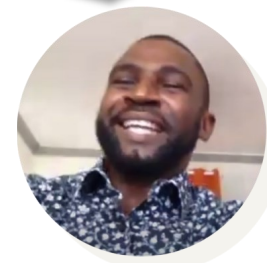
Les intervenants spécialistes (l'honorable **Juan Watterson**, président de la Chambre des Clefs de Tynwald, du Parlement de l'Île de Man; M. **Luiz Fernando Bandeira de Mello**, secrétaire général du Conseil d'administration du Sénat brésilien; et M. **Matthew Hamlyn**, directeur stratégique de l'équipe chargée des affaires de la Chambre des communes du Royaume-Uni) ont fait part aux participants des expériences de leur législature au moment de réaliser des sessions parlementaires virtuelles. S'en est suivie une discussion durant laquelle une ou un représentant de chaque parlement présent à la réunion a pu intervenir pour faire part de son expérience dans ce domaine ou des aspects relatifs faisant l'objet d'un débat au sein de son parlement, et poser des questions aux intervenants.

### Ressources sur la COVID-19 pour les parlements

- ➔ [La COVID-19 et la préservation de la démocratie parlementaire : Boîte à outils pour les parlements du Commonwealth](#)
- ➔ [La COVID-19 et le rôle du parlement pendant une pandémie](#)
- ➔ [COVID-19 : Le défi d'adapter et de renforcer le rôle des parlements](#)
- ➔ [Rapport de la réunion en ligne pour les greffiers des parlements d'Amérique latine : Organiser des sessions parlementaires virtuelles durant la pandémie de COVID-19](#)
- ➔ [Infographie sur l'organisation de sessions parlementaires virtuelles](#)

Pour remplir nos devoirs constitutionnels envers la nation, nous, législateurs avant-gardistes et dirigeants transformateurs, devons adapter nos législatures afin de maintenir le système démocratique en vie dans le cœur et l'esprit de notre électorat, nos députés d'arrière-ban et sénateurs, nos médias, nos ONG, nos universitaires et le secteur privé. Nous pouvons poser la question aujourd'hui : votre électorat voit-il votre parlement comme le service essentiel qu'il est? Et votre parlement se voit-il lui-même ainsi?

Sénateur **Ranard Henfield**  
(Bahamas), vice-président du  
Réseau pour un parlement ouvert  
de ParlAmericas



## Panélistes

L'honorable **Juan Watterson**, président de la Chambre des Clefs de Tynwald, du Parlement de l'Île de Man, a décrit comment le parlement continu le plus ancien du monde a réussi à mettre en place les séances parlementaires virtuelles grâce à l'outil Microsoft Teams pour la transmission audio et vidéo, qui est connecté aux systèmes habituels de diffusion en direct et de Hansard. Cela a été possible car le parlement remplissait les conditions préalables suivantes : aucune exigence juridique de tenir des séances en présentiel (le règlement peut être suspendu temporairement); une volonté politique et une capacité des membres à se réunir virtuellement; une pénétration exceptionnelle du haut débit; un nombre raisonnable de membres (la Chambre des Clefs en compte 24); et une forte administration pour assister ces procédures.

Il était très important de tester le système avec tous les membres avant d'organiser une véritable séance. Nous avons donc demandé à tous les membres de se connecter 15 à 20 minutes avant pour permettre de résoudre les problèmes techniques. Nous ouvrons toujours le vote par appel nominal 20 minutes avant le début de la séance. Nous avons également élaboré une déclaration et des questions, et mis à l'essai le vote par e-mail et par chat. Jusqu'à présent, nous avons adopté deux projets de loi d'urgence par sanction royale, des questions, des déclarations et des dizaines de réglementations d'urgence.



L'honorable **Juan Watterson**,  
président de la Chambre des Clefs de  
Tynwald, du Parlement de l'Île de  
Man

M. **Luiz Fernando Bandeira de Mello**, secrétaire général du Conseil d'administration du Sénat brésilien, a expliqué comment le Sénat est passé à 100 % de séances virtuelles via la plateforme Zoom pour la transmission audio et vidéo, qui permet également aux utilisateurs de participer via un numéro de téléphone sans frais s'ils n'ont pas accès à Internet. Cet outil a été associé à un [Système de délibération à distance](#) (application développée par le Sénat) pour procéder au vote. Les sénatrices et sénateurs n'ayant pas accès à Internet peuvent également voter verbalement. Un ensemble de directives opérationnelles expliquent les bases pour intégrer ces solutions. M. Bandeira de Mello a également souligné les besoins en ressources humaines pour opérer un tel système, où les rôles doivent être clairement définis et où il semble que la limite soit de 12 heures de sessions hebdomadaires par équipe (il serait possible de tenir davantage de sessions avec d'autres équipes en rotation). Enfin, il a parlé de l'importance de fournir une assistance continue aux sénatrices et aux sénateurs, dont des réponses rapides pour attribuer et réinitialiser des mots de passe, afin de faciliter leur participation aux séances en ligne.

### Sénat du Brésil : Manuel de transfert de technologie

Le Sénat du Brésil a créé ce manuel pour transférer ses connaissances sur son Système de délibération à distance avec d'autres parlements. [Vous pouvez le consulter ici \(en anglais\).](#)





## Panélistes

M. **Matthew Hamlyn**, directeur stratégique de l'équipe chargée des affaires de la Chambre des communes du Royaume-Uni, a décrit les modalités temporaires adoptées pour mettre en place des procédures hybrides. Jusqu'à 50 membres du parlement peuvent se trouver dans la chambre tout en respectant les directives de distanciation sociale, et les autres peuvent participer virtuellement via la plateforme Zoom de vidéoconférence et d'audioconférence. Le privilège parlementaire s'applique de la même manière à tous les membres, qu'ils participent de manière virtuelle ou en présentiel. Les questions des ministères et du premier ministre, les questions urgentes, les déclarations ministérielles, les textes législatifs et autres procédures importantes peuvent avoir lieu suivant ces modalités.

Le Système de délibération à distance du Sénat a été conçu pour fonctionner en cas d'urgence (comme des guerres, des catastrophes naturelles, des pandémies), lorsque les réunions sur place sont impossibles. Les règles établies pour utiliser ce système présupposent l'existence de ces conditions. Par conséquent, nous recommandons de ne l'utiliser que pour voter sur des questions relatives à la situation d'urgence ou ne pouvant pas attendre le retour à la normale. Bien qu'il soit moderne et sophistiqué, il subit les limites naturelles imposées par la distance physique. Je suis convaincu que le contact personnel et direct entre les parlementaires est nécessaire pour mener un débat de qualité.



**Luiz Fernando Bandeira de Mello**, secrétaire général du Conseil d'administration du Sénat brésilien

**Matthew Hamlyn**, directeur stratégique de l'équipe chargée des affaires de la Chambre des communes du Royaume-Uni



Suite à la demande du président et à l'accord politique de tous les partis de garantir un mécanisme pour contrôler le gouvernement et adopter des législations durant cette période de crise, l'administration a mis en place le plus grand changement opérationnel de la Chambre des communes depuis 700 ans. Depuis trois semaines, tous les comités spéciaux sont devenus virtuels. Ils se réunissent 15 à 20 fois par semaine et sont assistés par l'équipe de diffusion et le personnel de comité. La semaine dernière, la Chambre des communes avait tenu quatre séances hybrides suite à de grandes consultations sur les modifications apportées au règlement.

### Chambre des communes du Royaume-Uni : COVID-19 et procédures hybrides

La Chambre des communes du Royaume-Uni a publié une page web décrivant les procédures hybrides. [Vous pouvez la consulter ici \(en anglais\).](#)



## Discussion Ouverte

S'en est suivi une discussion durant laquelle un représentant de chaque parlement présent à la réunion a pu intervenir pour faire part de son expérience dans ce domaine ou des aspects relatifs faisant l'objet d'un débat au sein de son parlement, et poser des questions aux intervenants. Les intervenants et les participants ont fait des commentaires et échangé des bonnes pratiques en réponse aux différentes questions via le chat de Zoom, qui a été archivé et est disponible [ici \(en anglais\)](#).

Nous avons récemment tenu deux séances pour traiter particulièrement les réglementations et dispositions législatives d'urgence qui ont facilité les réunions virtuelles de la chambre basse. La chambre haute s'est réunie en présentiel en pratiquant la distanciation sociale. Nous avons toutefois encore des inquiétudes concernant les dispositions constitutionnelles et législatives autour des symboles d'autorité durant les sessions virtuelles, et sur l'impact psychologique et émotionnel que le télétravail peut avoir sur les députés et le personnel. Nous recevons également des appels publics à réduire ou suspendre les salaires des parlementaires durant cette période tout en continuant à assurer ce service essentiel.

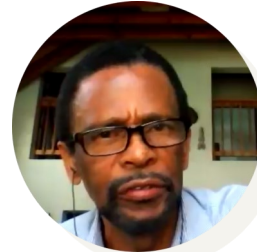
L'honorable **Alincia Williams-Grant**, présidente du Sénat d'Antigua-et-Barbuda



L'honorable **Arthur E. Holder**, président de l'Assemblée de la Barbade et membre du Conseil de ParlAmericas

À la Barbade, le parlement demande au gouverneur général l'autorisation de tenir une séance dans un lieu précis (en personne). Pour organiser une séance virtuelle, il faut d'abord obtenir une certaine autorité juridique et je voudrais savoir comment cela se passe pour les autres. Dans notre cas, nous envisageons cette idée, et cela impliquerait de modifier notre règlement pour autoriser les séances virtuelles d'intérêt public en cas d'urgence. Nous aurions également besoin de l'autorisation du gouverneur général. Par exemple, notre parlement se réunit actuellement dans un lieu différent, et son autorisation a été nécessaire.

Le 17 avril, la chambre a demandé à se réunir et il a été décidé qu'elle se rassemblerait de sorte à refléter ce que nous demandions à la communauté de faire, afin de montrer l'exemple. Les conditions de la séance virtuelle ont été mises en place en moins de 48 heures. Nous avons utilisé Cisco Webex Meetings, qui, je crois, est plus sécurisé, et permet au président de contrôler la chambre comme lors des sessions en présentiel dans la chambre. Nous l'avons intégré à la diffusion en direct et au Hansard. Mettre ce système en place a été un exercice sans relâche et nous avons fait un test la veille au soir avec les membres. La réunion a été courte car il s'agissait de traiter une mesure d'urgence particulière. Notre première session virtuelle complète aura lieu vendredi prochain.

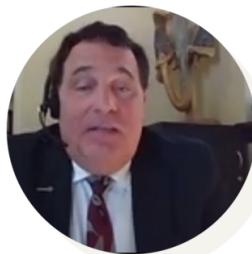


L'honorable **Dennis Lister**,  
président de l'Assemblée des  
Bermudes

---

Député **Marc Serré** (Canada),  
membre du Conseil de  
ParlAmericas

---



Le Sénat a créé trois comités virtuels et la Chambre des communes en a créé six. Le Comité des procédures travaille en étroite collaboration avec l'administration de la chambre pour étudier les possibilités de réunir la totalité de la chambre virtuellement. Il doit remettre son rapport à la chambre d'ici le 15 mai. Nous avons également organisé notre première séance virtuelle du Comité spécial sur la COVID-19, un comité plénier comptant près de 300 parlementaires qui ont participé via Zoom. Elle est aussi accessible au public en ligne, avec des sous-titres en français et en anglais. J'ai observé qu'il est très important de disposer de casques, en particulier pour l'interprétation. Nous remarquons également des difficultés dues au manque d'accès à Internet dans certaines régions. La question principale à laquelle nous tentons de répondre est celle de savoir comment garantir que tous les parlementaires puissent participer aux processus démocratiques et exercer leurs droits.



L'honorable **Andy Daniel**,  
président de l'Assemblée de  
Sainte-Lucie et membre du  
Conseil de ParlAmericas

---

Nous nous sommes réunis cinq fois depuis le début de la pandémie et nous avons déclaré un état d'urgence considérant le parlement comme un service essentiel, qui a été prolongé jusqu'à la fin du mois de mai. Nous avons pleinement pratiqué la distanciation sociale au sein du parlement et avons limité le nombre de membres présents dans la chambre au quorum. Nous avons aussi mis en place des rotations pour que tous les membres aient l'opportunité de prendre la parole. En termes de parlement virtuel, notre constitution établit que chaque session parlementaire doit se dérouler dans le lieu défini par le règlement, lequel peut être amendé par le parlement.

Notre activité est en pause depuis le début du mois d'avril, mais cette pause a été interrompue pour organiser des réunions visant à traiter des questions liées à la COVID-19. Durant ces réunions, les membres respectent les directives de distanciation sociale. Le règlement ne nous autorise pas à tenir des réunions entièrement virtuelles, mais nous avons travaillé sur ce sujet : au moment d'élaborer un texte législatif, nous avons travaillé avec notre bureau virtuel IBM Connections pour tout préparer presque totalement et voir si nous étions d'accord sur la législation proposée afin que la réunion en présentiel et le vote sur le texte soient plus brefs. Nous avons utilisé nos salles de rencontre en ligne habituelles pour les comités et pour le parlement complet.



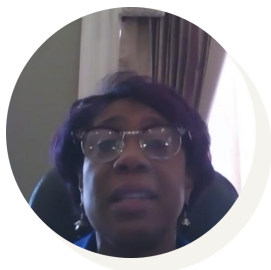
L'honorable **Jennifer Simons**,  
présidente de l'Assemblée  
nationale du Suriname et membre  
du Conseil de ParlAmericas

---

## Conclusions

Cette réunion s'est achevée avec le discours de l'honorable **Bridgid Annisette-George**, présidente de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago, membre du Conseil de ParlAmericas, ainsi que du comité exécutif international de la CPA, qui a remercié les intervenants spécialistes et les participantes et participants d'avoir assisté à l'activité.

À un moment où le pouvoir de l'exécutif est employé pour éloigner les gouvernements du contrôle parlementaire dans de nombreuses juridictions, le travail de la CPA et de réseaux comme celui de ParlAmericas pour un parlement ouvert (RPO) est fondamental pour assurer que les parlements maintiennent des pratiques et des procédures transparentes. Fournir un accès à l'information publique, promouvoir la participation citoyenne dans le processus décisionnel législatif, et assurer une culture de comportement éthique et responsable sont des activités qui doivent être considérées comme étant au cœur de nos efforts pour maintenir la fonction du parlement durant cette crise.



L'honorable **Bridgid Annisette-George**, présidente de la Chambre des représentants de Trinité-et-Tobago, membre du Conseil de ParlAmericas, et membre du comité exécutif international de la CPA.

### Considérations clés pour organiser des sessions virtuelles

Créer des fonctionnalités assurant la sécurité durant l'utilisation d'applications ou d'outils numériques lors des sessions virtuelles;

Aider les parlementaires et leur équipe durant les sessions à distance en cas de problème ou de question;

Former les fonctionnaires du parlement et les parlementaires à l'emploi des outils technologiques;

Poursuivre l'informatisation et la numérisation des procédures parlementaires comme les communications internes et la signature électronique, afin de faciliter la transition vers des séances virtuelles;

Renforcer l'ouverture législative pour garantir la transparence, la responsabilité, la participation du public, l'éthique et la probité dans la transition vers des procédures parlementaires virtuelles.



## Parlements représentés



Anguila



Brésil



Saint-Christophe-et-Niévès



Îles Turques-et-Caïques



Antigua-et-Barbuda



Canada



Sainte-Lucie



Royaume-Uni



Bahamas



Îles Caïmans



Saint-Vincent-et-les-Grenadines



Barbade



Dominique



Suriname



Bermudes



Île de Man



Trinité-et-Tobago

# Canada



Cette réunion a été organisée en collaboration avec l'Association parlementaire du Commonwealth (CPA) et a été possible en partie grâce au soutien généreux du Gouvernement canadien par l'entremise d'Affaires mondiales Canada.

### ParlAmericas Podcasts

Retrouvez ParlAmericas sur [iTunes](#) et [Google Play](#) pour écouter les sessions de nos rencontres.



# PARLAMERICAS



ParlAmericas est l'institution qui promeut la **DIPLOMATIE PARLEMENTAIRE** dans le **SYSTÈME INTERAMÉRICAIN**



PParlAmericas est composé de **35 ASEMBLÉES LÉGISLATIVE** de l'Amérique du Nord, centrale et du Sud, et des Caraïbes



ParlAmericas facilite l'échange des **MEILLEURES PRATIQUES** parlementaires et promeut le **DIALOGUE POLITIQUE COOPÉRATIF**



ParlAmericas intègre l'**ÉGALITÉ DES GENRES** en préconisant l'autonomisation politique des femmes et l'application d'une perspective d'analyse du genre dans le travail législatif



ParlAmericas promeut les **PARLEMENTS OUVERTS** en renforçant les principes de transparence, de responsabilisation, de participation citoyenne, et d'éthique et probité



ParlAmericas encourage les politiques et mesures législatives pour atténuer et s'adapter aux effets du **CHANGEMENT CLIMATIQUE**



ParlAmericas travaille pour renforcer la démocratie et gouvernance en accompagnant les **PROCESSUS ÉLECTORAUX**



ParlAmericas est basé à **OTTAWA, CANADA**

Secrétariat International de ParlAmericas

703-155 rue Queen, Ottawa, Ontario, K1P 6L1 Canada

Téléphone : +1 (613) 947-8999

[www.parlAmericas.org](http://www.parlAmericas.org) | [info@parlAmericas.org](mailto:info@parlAmericas.org)

